

Chambre des Représentants.

SESSION 1920-1921.

Projet de loi contenant le Budget général des recettes et des dépenses pour l'exercice 1921, ainsi que des dispositions diverses (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET (2),

PAR **M. HOUTART.**

MESSIEURS,

Le titre premier de ce projet de loi contient des dispositions diverses ; ses huit articles reproduisent exactement les textes qui accompagnaient le Budget de

(1) Projet de loi, n° 101.

Rapport général, n° 261.

Rapport sur le tableau I,

Id. tableau II,

Id. tableau III,

Id. tableau IV,

Id. tableau V,

Id. tableau VI,

Id. tableau VII,

Id. tableau VIII,

Id. tableau IX,

Id. tableau X,

Id. tableau XI,

Id. tableau XII,

Id. tableau XIII,

Id. tableau XIV,

Id. tableau XV,

Id. tableau XVI,

Id. tableau XVII,

Id. tableau XVIII,

Id. tableau XIX,

Id. tableau XX,

Id. tableau XX^{bis},

Dette publique, n° 279.

Dotations, n° 323.

Ministère de la Justice, n° 333.

id. des Affaires étrangères, n° 302.

id. de l'Intérieur, n° 272.

id. des Sciences et Arts, n° 301.

id. de l'Agriculture, n° 308.

id. des Travaux publics, n° 324.

id. de l'Industrie, Travail, etc., n° 381.

id. des Chemins de fer, M. P. T., n° 384.

id. des Colonies, n° 286.

id. de la Défense nationale, n° 374.

Corps de la gendarmerie, n° 373.

Ministère des Finances, n° 333.

Id. Affaires Économiques, n° 383.

Non-valeurs et Remboursements, n° 438.

Dépenses extraordinaires, n° 419.

Dépenses recouvrables, n° 420.

Voies et Moyens, n° 408.

Recettes et Dépenses pour ordre, n° 439.

Ravitaillement, n° 372.

Rapport sur le Budget des Cercles d'Eupen-Malmédy, n° 456.

(Voir suite de la note à la page 2.)

l'exercice 1920. Un amendement de pure forme est proposé par la Commission à l'article premier. Pour le surplus, pas d'observations.

Le Gouvernement, par des amendement présentés dans la séance du 25 mai ⁽³⁾, propose d'ajouter à la loi de Finances trois nouveaux articles :

ART. 8^{bis}. — *Le Gouvernement est autorisé à percevoir, à titre d'acompte sur les impôts directs dus pour 1921, une somme égale au montant des impôts cédulaires sur les revenus de la supertaxe et de la contribution personnelle sur les domestiques et chevaux, compris dans les rôles de 1920.*

Cette perception sera réglée par arrêté royal.

Ce projet de disposition est expliquée par le retard que subit l'application du nouveau régime fiscal et par les besoins du Trésor ; il s'appuie sur l'autorisation qui fut donnée au Gouvernement, par la loi du 27 mars 1920, de percevoir, à titre d'acompte, sur les impôts dus pour 1920 en vertu de la loi du 29 octobre 1919, une somme égale au montant des contributions foncières et personnelles et du droit de patente compris dans les rôles de 1919. M. le Ministre des Finances assure « que les acomptes ne seront pas exigés en totalité des personnes qui justifieront que leurs revenus de 1920 sont inférieurs à ceux de 1919 et qu'aucun acompte ne sera demandé à celles qui, en raison de circonstances spéciales, ne seraient plus redevables de l'impôt en 1921 ».

Malgré cette garantie, la Commission du Budget ne peut admettre que, deux ans après le vote de la loi établissant les impôts cédulaires sur les revenus et l'impôt sur le revenu global, l'on substitue un expédient à la stricte application des dispositions légales. Pareille procédure était admissible pour l'exercice 1920, qui formait la transition entre l'ancien et le nouveau régime fiscal. Mais une fois celui-ci entré dans la pratique, il doit être appliqué tel que le législateur l'a établi.

En s'écartant des dispositions légales, on ne ferait d'ailleurs que reculer les difficultés. Celles-ci seraient mêmes grossies d'une nouvelle complication, qui résulterait d'une double cotisation, l'une provisoire, l'autre définitive, pour un même exercice. L'exercice 1922 s'ouvrirait dans des conditions aussi embarrassées que le précédent, et il faudrait recourir à de nouveaux expédients. Ainsi un procédé empirique s'implanterait en lieu et place d'un système que le

Rapport et projet de résolution, n° 262.

Rapport et proposition de disjonction des tableaux I, IV, V, VI, XI, XIV, n° 347.

Amendements, nos 295, 304, 305, 309, 310, 316, 318, 319, 320, 328, 329, 336, 355, 364, 379, 380, 392, 394, 397, 400, 402, 410, 421, 426, 427, 428, 434, 440 et 457.

(2) Composition de la *Commission du Budget* :

a) Les membres de la **Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies** : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg, Stirum et Wauwermans ;

b) Six membres nommés par les Sections : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, Liedekerke et de Bue.

(3) Document n° 295.

Parlement a voulu juste et rationnel. La Commission estime donc qu'il faut s'en tenir à l'application de la loi, sauf à rechercher les moyens de la simplifier et de la faciliter.

Lorsque l'on considère séparément les divers impôts auxquels il est proposé d'appliquer ce procédé de paiement provisoire, l'on se persuade mieux encore de l'inopportunité d'un pareil expédient.

Quant à la contribution foncière et à la contribution personnelle, vieilles bases de taxation, pourquoi ne pas les percevoir régulièrement?

Le mode de perception de la taxe mobilière, qui est prélevée à la source, exclut le paiement d'acomptes. Il en est de même de la taxe professionnelle, prélevée sur les salaires et les traitements.

Enfin la taxe sur les bénéfices, essentiellement variable, ne se prête pas au système d'acompte que l'on propose : et la même chose peut être dite de la supertaxe.

Si l'on ne veut pas compliquer les opérations, les prolonger encore et aboutir à un inextricable gâchis, il faut s'en tenir à la loi, tout en profitant de l'expérience acquise pour l'améliorer.

ART. 8^{ier} — Le Gouvernement propose de fixer à 6 % l'intérêt de retard en ce qui concerne les impôts directs.

La Commission admet cette majoration du taux, lorsque ce retard est dû à la volonté du contribuable. Mais certains membres rappellent les objections qui furent soulevées, au nom des principes généraux du droit, contre les dispositions de la loi du 2 juillet 1920 qui, en matière d'impôt sur les bénéfices de guerre et les bénéfices exceptionnels, font courir l'intérêt de retard à partir d'une date fixe, sans mise en demeure et même sans cotisation établie. Le fait d'avoir joui, dans l'entretemps, du montant de l'impôt, ne paraît pas suffire pour justifier le taux de 6 %.

ART. 8^{quater} — Point d'objection. Il s'agit de réparer une erreur matérielle commise lors du vote de la loi sur les pensions.

D'autre part, la Commission propose l'insertion d'un article 8^{quinquies}, motivé par les raisons que voici :

En tête des tableaux des *dépenses extraordinaires* et des *dépenses recouvrables*, se lit une disposition ainsi conçue : « *Les imputations sur les crédits inscrits au présent tableau peuvent, en cas de besoin, être faites sans distinction d'exercice pour les dépenses engagées depuis 1919* », disposition qui enfreint la loi organique de la comptabilité de l'État.

En effet, les crédits votés peuvent être engagés jusqu'au 31 décembre de l'année du budget auquel ils sont rattachés. La liquidation et l'ordonnancement des dépenses peut se prolonger jusqu'au 31 octobre de l'année suivante. Pour les engagements des dépenses, l'exercice est clos au 31 décembre de l'année du budget ; pour leur apurement, il est donné un délai supplémentaire de 10 mois. Telle est la règle posée par l'article 2 de la loi du 15 mai 1846 organique de la comptabilité de l'État.

Sous le régime actuel du Budget, aucune distinction n'est faite quant à l'application de la règle prérappelée entre les dépenses ordinaires et les dépenses extraordinaires. C'est-à-dire que les crédits ordinaires et extraordinaires votés, par exemple pour 1920, qui n'ont pas été engagés au plus tard le 31 décembre

de ladite année tombent en annulation pour la partie restée disponible. Quant aux dépenses engagées sur les crédits de 1920 qui n'auront pas été ordonnancées au plus tard le 31 octobre 1921, il faudra, pour permettre leur ordonnancement, l'intervention d'une loi qui ouvrira le crédit nécessaire à rattacher à un Budget en cours ou donnera l'autorisation de les imputer sur les crédits d'un Budget non encore clos.

En l'absence d'une disposition spéciale, l'ordonnancement des dépenses extraordinaires serait suspendu après le 31 octobre de l'année qui suit celle du budget sur lequel la dépense a été engagée. Pour pouvoir le reprendre, il faudrait une nouvelle intervention de la Législature. Or, les ordonnancements non effectués à cette date peuvent être nombreux pour les dépenses extraordinaires qui se rapportent généralement à des entreprises et à des fournitures très importantes.

D'où la nécessité de donner d'avance une autorisation qui, en tout état de cause, devra intervenir. Il en résulte, par surcroît, une simplification autant dans le travail administratif que dans le travail législatif.

Pour le budget extraordinaire, on ne voit aucun inconvénient à agir de la sorte parce que la notion du déficit n'existe pas pour ce budget.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne le Budget ordinaire. Pour celui-ci, il importe que la dépense reste attachée à l'exercice de son engagement. Il ne faut conséquemment procurer aux administrations aucun moyen qui pourrait faciliter l'ordonnancement d'une créance sur un Budget autre que celui à charge duquel elle a été engagée. C'est pourquoi on s'est abstenu de prévoir l'autorisation dont il s'agit pour le Budget ordinaire.

Pour réaliser le but indiqué ci-dessus, la Commission du Budget estime que, au lieu d'une simple en tête des tableaux que la disposition concerne, il convient d'insérer un article dans la loi des Finances elle-même. Elle vous propose le texte suivant :

ART. 8quinquies. — Par dérogation à l'article 2 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État, les dépenses extraordinaires et les dépenses recouvrables en vertu des traités de paix, qui auront été engagées en 1919 et 1920 dans la limite des crédits alloués pour ces exercices, pourront être imputées sur les crédits ouverts pour les mêmes objets en 1921.

Au surplus il conviendra d'indiquer dans les colonnes d'observations, à côté des articles sur lesquels semblables imputations seront prévues, les sommes allouées par application de la disposition ci-dessus.

La Commission se rallie à l'amendement présenté par le Gouvernement ⁽¹⁾, qui tend à supprimer les trois derniers paragraphes de l'article 14.

Enfin divers amendements de forme, rendus nécessaires notamment par l'institution des Budgets spéciaux du Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes et Téléphones et du service du Ravitaillement de la population civile, sont exposés dans le tableau joint au présent rapport.

Le Rapporteur,
MAURICE HOUTART.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

(1) 14^e série, Document n° 394.

(ANNEXE AU N° 458)

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA COMMISSION DU BUDGET.

A. — MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, MARINE, POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

ARTICLE PREMIER.

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes est autorisé à faire payer par avance sur la caisse des comptables, sous réserve de régularisation ultérieure de la manière indiquée à l'article 23 de la loi du 15 mai 1846, les secours et indemnités de toute nature qui seront alloués sur le tableau du Budget général des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1921 relatif au Ministère des Chemins de fer, etc., aux agents ou à leurs famille, ainsi qu'aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit.

TITRE II.

§ 1^{er}. — Dépenses et recettes ordinaires.

ART. 9.

Il est ouvert, pour les dépenses ordinaires et exceptionnelles de l'exercice 1921, des crédits qui, indépendamment de ceux alloués par la loi relative à certaines dépenses de l'État pour l'exercice 1921, se répartissent conformément aux tableaux annexés à

A. — MINISTERIE VAN SPOORWEGEN, ZEEWEZEN, POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.

EERSTE ARTIKEL.

De Minister van Spoorwegen, Zee-wezen, Posterijen en Telegrafen wordt gemachtigd om bij voorbaat te doen uitbetalen ten laste der kas van Staatsrekenplichtigen, onder voorbehoud van latere regeling volgens de wijze aangeduid bij artikel 23 der wet van 15 Mei 1846, de hulpelden en vergoedingen van allen aard, welke ter aanrekening op de tabel van de Algemeene Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1921 betreffende de Begrooting van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen en Telefonen, zullen verleend worden aan de beambten of aan hun gezin, alsook aan de slachtoffers van ongevallen of aan dezer rechthebbers.

TITEL II.

§ 1. — Gewone uitgaven en ontvangsten.

ART. 9.

Voor de gewone en uitzonderlijke uitgaven van het dienstjaar 1921 worden credieten geopend die, buiten die toegestaan door de wet betreffende sommige uitgaven van den Staat voor het dienstjaar 1921, verdeeld worden overeenkomstig de bij deze wet gevoegde

la présente loi et qui s'élèvent par ministères et services aux sommes indiquées ci-après :

Ministères et services.	Dépenses ordinaires de l'exercice 1921.	
Dotations . fr.	11,074,172	»
Justice . . .	102,574,000	»
Intérieur (anne- xe)	1,855,025	»
Agriculture . .	23,005,443	»
Travaux publics	91,616,200	»
Industrie, Tra- vail et Ravi- taillement .	150,737,800	»
Défense natio- nale	525,092,630	»
Gendarmerie .	53,053,400	»
Affaires écono- miques . . .	3,630,950	»
Non valeurs et Rembourse- ments. . . .	26,205,000	»
TOTAL . fr.	988,844,620	» ⁽¹⁾

ART. 9^{bis}.

Les recettes ordinaires et exceptionnelles de l'État pour l'exercice 1921 sont évaluées aux sommes suivantes, conformément au tableau des Voies et Moyens, annexé à la présente loi :

Recettes ordi- naires . . . fr.	1,458,943,072	»
Recettes excep- tionnelles . . .	642,500,000	»
ENSEMBLE . fr.	2,101,443,072	»

§ 2. — Dépenses et recettes extraordinaires.

ART. 10.

Il est ouvert, pour les dépenses extra-

(1) Les crédits alloués par la loi relative à certaines dépenses de l'État pour l'exercice 1921 s'élèvent à :

Ministères et services.	Dépenses ordinaires de l'exercice 1921.	
Dette publique fr.	890,160,147	42
Affaires étrangères	18,545,220	»
Intérieur	34,636,487	»
Colonies	4,275,155	»
Sciences et Arts	261,578,804	32
Finances	112,644,450	»
ENSEMBLE . fr.	1,321,840,263	74
Crédits ci-dessus fr.	988,844,620	»
Total des dépenses ordinaires et exceptionnelles fr.	2,310,684,883	74

tabellen en, per ministeriën en diensten, de volgende sommen bedragen :

Ministeriën en Diensten.	Gewone uitgaven van het dienstjaar 1921.	
Dotatiën. . fr.	11,074,172	»
Justitie . . .	102,574,000	»
Binnenlandsche Zaken (bijlage).	1,855,025	»
Landbouw . .	23,005,443	»
Openbare Wer- ken	91,616,200	»
Nijverheid, Ar- beid en Be- voorrading .	150,737,800	»
Landsverdedi- ging	525,092,630	»
Gendarmerie .	53,053,400	»
Economische Za- ken	3,630,950	»
Onwaarden en Terugbetalin- gen	26,205,000	»
TE ZAMEN . fr.	988,844,620	» ⁽¹⁾

ART. 9^{bis}.

De gewone en uitzonderlijke ontvangsten van den Staat voor het dienstjaar 1921 worden, overeenkomstig de bij deze wet gevoegde tabel van 's Lands Middelen, geraamd op de volgende sommen :

Gewone ontvangs- ten fr.	1,458,943,072	»
Uitzonderlijke ont- vangsten . . .	642,500,000	»
TE ZAMEN . fr.	2,101,443,072	»

§ 2. — Buitengewone uitgaven en ontvangsten.

ART. 10.

Voor de buitengewone uitgaven van

(1) De credieten, toegestaan door de wet betreffende sommige uitgaven van den Staat voor het dienstjaar 1921, bedragen :

Ministeriën en diensten.	Gewone uitgaven van het dienstjaar 1921.	
Openbare Schuld fr.	890,160,147	42
Buitenlandsche Zaken	18,545,220	»
Binnenlandsche Zaken	34,636,487	»
Koloniën	4,275,155	»
Wetenschappen en Kunsten	261,578,804	32
Financiën	112,644,450	»
TE ZAMEN . fr.	1,321,840,263	74
Bovenstaande credieten . . . fr.	988,844,620	»
Geheel bedrag van de gewone en uitzonderlijke uitgaven . . . fr.	2,310,684,883	74

ordinaires de l'exercice 1921, des crédits répartis conformément au tableau relatif aux dépenses extraordinaires annexé à la présente loi, et qui s'élèvent par ministères et services aux sommes indiquées ci-après :

Ministères et services.	Dépenses extraordinaires.
Dette publique	fr. 160,555,000 »
Justice	10,050,000 »
Affaires Étrangères	7,435,400 »
Intérieur	11,880,000 »
Agriculture	1,420,000 »
Travaux publics	119,761,800 »
Industrie, Travail et Ravitaillement	125,770,000 »
Défense Nationale	303,469,110 »
Finances	140,712,158 »
Affaires économiques.	26,645,601 »
Indemnités temporaires et mobiles de vie chère	55,061,823 75
TOTAL	fr. 962,760,892 75

ART. 10^{bis}.

Les recettes extraordinaires de l'État pour l'exercice 1921 sont évaluées conformément au tableau des Voies et Moyens annexé à la présente loi à fr. 26,550,000 »

§ 3. — **Dépenses recouvrables en exécution des Traités de Paix et Recettes de réparation.**

ART. 11.

Il est ouvert, pour les dépenses recouvrables en exécution des Traités de Paix, des crédits répartis conformément au tableau y relatif annexé à la présente loi et qui, pour l'exercice 1921,

het dienstjaar 1921 worden credieten geopend, die zijn verdeeld overeenkomstig de bij deze wet gevoegde tabel betreffende de buitengewone uitgaven, en die, par ministeriën en diensten, de nagemelde sommen bedragen :

Ministeriën en diensten.	Buitengewone uitgaven.
Openbare Schuld	fr. 160,555,000 »
Justitie	10,050,000 »
Buitenlandsche Zaken.	7,435,400 »
Binnenlandsche id.	11,880,000 »
Landbouw	1,420,000 »
Openbare Werken	119,761,800 »
Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading	125,770,000 »
Landsverdediging.	303,469,110 »
Financiën	140,712,158 »
Economische zaken	26,645,601 »
Tijdelijke vergoedingen en duurtebijslag	55,061,823 75
TE ZAMEN	fr. 962,760,892 75

ART. 10^{bis}.

De buitengewone uitgaven van den Staat voor het dienstjaar 1921 worden, overeenkomstig de bij deze wet gevoegde tabel van 's Lands Middelen, geraamd op fr. 26,550,000 »

§ 3. — **Uitgaven invorderbaar ter uitvoering van de Vredesverdragen en ontvangsten tot herstel.**

ART. 11.

Credieten, die zijn verdeeld overeenkomstig de desbetreffende, bij deze wet gevoegde tabel en die, per ministeriën en diensten, de hierna gemelde sommen bedragen, worden geopend voor de uit-

s'élèvent par ministères et services aux sommes indiquées ci-après :

Ministères et services.	Dépenses recou- vrables en exécution des Traités de paix.
Dette publique . fr.	426,257,500
Justice	1,413,500
Affaires Étrangères .	400,000
Intérieur	285,000
Sciences et Arts . .	750,000
Agriculture.	125,775,000
Travaux publics . .	88,736,440
Chemins de fer, Ma- rine, Postes et Té- légraphes	390,007,108
Défense Nationale. .	279,071,713
Affaires Économiques.	1,199,301,700
TOTAL . . fr.	2,511,997,961

ART. 11^{bis}.

Les recettes de réparation pour l'exercice 1921 sont évaluées conformément au tableau des voies et moyens annexé à la présente loi à fr. 296,752,000

§ 4. — BUDGET DES CHEMINS DE FER, MARINE, POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.

A. — Dépenses et recettes d'exploitation.

ART. 11^{ter} (nouveau),

Dépenses.

Il est ouvert, pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1921 se rapportant aux Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes et Téléphones des crédits qui se répartissent conformément au tableau relatif à ces services annexé à la présente loi, et qui s'élèvent à

gaven invorderbaar ter uitvoering van de Vredesverdragen :

Ministeriën en diensten.	Uitgaven invorderbaar ter uitvoering van de Vredesverdragen.
Openbare Schuld . fr.	426,257,500
Justicie	1,413,500
Buitenlandsche Zaken .	400,000
Binnenlandsche Zaken.	285,000
Wetenschappen en Kun- sten	750,000
Landbouw	126,775,000
Openbare Werken . .	88,736,440
Spoorwegen, Zeewegen Posterijen en Tele- grafen.	390,007,108
Landsverdediging . .	279,071,713
Economische Zaken .	1,199,301,700
TE ZAMEN. . fr.	2,511,997,961

ART. 11^{bis}.

De ontvangsten tot herstel voor het dienstjaar 1921 worden, overeenkomstig de bij deze wet gevoegde tabel van 's Lands Middelen, geraamd op fr. 296,752,000

§ 4. — BEGROOTING VAN SPOORWEGEN, ZEEWEZEN, POSTERIJEN, TELEGRAFEN EN TELEFONEN.

A. — Ontvangsten en uitgaven van exploitatie

ART. 11^{ter} (nieuw).

Uitgaven.

Voor de gewone uitgaven van het dienstjaar 1921, betreffende Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen en Telephonen, worden credieten geopend, die verdeeld zijn overeenkomstig de bij deze wet gevoegde tabel betreffende deze diensten en die bedragen

un milliard deux cent quatre-vingt-quatre millions trois cent soixante-quatre mille huit cent cinquante francs (1,284,364,850 francs).

ART. 11⁴ (nouveau).

Recettes.

Les recettes ordinaires des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1921 sont évaluées conformément au tableau y relatif annexé à la présente loi à la somme de un milliard septante sept millions cinq cent soixante-deux mille cent cinquante francs. (1,077,562,150 fr.).

**B. — Dépenses
de premier établissement.**

ART. 11⁵ (nouveau).

Il est ouvert pour les dépenses extraordinaires de l'exercice 1921 se rapportant aux Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes et Téléphones, des crédits qui se répartissent conformément au tableau y relatif annexé à la présente loi et qui s'élèvent à la somme de trois cent nonante millions cent septante neuf mille six cent nonante huit francs (390,179,698 francs).

§ 5. — Budget du Ravitaillement

ART. 11⁶ (nouveau)

Dépenses.

Il est ouvert, pour les dépenses du ravitaillement de la population civile de la Belgique en 1921, des crédits qui se répartissent conformément au tableau y relatif annexé à la présente loi et qui

een milliard tweehonderd vier en tachtig miljoen driehonderd vier en zestig duizend acht honderd vijftig frank (1,284,364,850 frank).

ART. 11⁴ (nieuw).

Ontvangsten.

De gewone ontvangsten van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafien en Telefonen voor het dienstjaar 1921 worden, overeenkomstig de desbetreffende, bij deze wet gevoegde tabel, geraamd op de som van een milliard zeven en zeventig miljoen vijfhonderd twee en zestig duizend honderd vijftig frank (1,077,562,150 frank).

B. — Oprichtingskosten.

ART. 11⁵ (nieuw).

Voor de buitengewone uitgaven van het dienstjaar 1921 betreffende Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafien en Telefonen, worden credieten geopend, die overeenkomstig de desbetreffende, bij deze wet gevoegde tabel verdeeld worden en die bedragen de som van driehonderd negentig miljoen honderd negen en zeventig duizend zeshonderd acht en negentig frank (390,179,698 frank).

§ 5. — Begroeting van Bevoorrading.

ART. 11⁶ (nieuw)

Uitgaven.

Voor de uitgaven van de bevoorrading der burgerlijke bevolking van België in 1921 worden credieten geopend, die overeenkomstig de desbetreffende, bij deze wet gevoegde tabel, verdeeld zijn en

s'élèvent à un milliard cent nonante-six millions neuf cent vingt mille francs *die bedragen de som van een milliard honderd zes en negentig millioen negen-*
fr. 1,196,920,000 » *honderd twintig duizend frank*
fr. 1,196,920,000 »

Art. 11⁷ (nouveau).

Recettes.

Les recettes de l'Etat, du chef de la vente d'articles de ravitaillement, sont évaluées, pour l'exercice 1921, à la somme de un milliard cent cinquante millions quatre cent mille francs (1,150,400,000 francs) conformément au tableau y relatif annexé à la présente loi.

TITRE III.

Art. 13.

Supprimer l'article 13.

TITRE III^{bis} (nouveau).

Emprunt.

Insérer ici l'article 14 (ancien) modifié comme il suit :

L'excédent des dépenses autorisées par la présente loi et par la loi relative à certaines dépenses de l'Etat pour l'exercice 1921. (La suite comme au projet de loi.)

TITRE IV.

**RECETTES ET DÉPENSES
POUR ORDRE.**

Art. 15.

Les recettes et les dépenses pour ordre de l'exercice 1921 sont évaluées respectivement à la somme de huit milliards trois cent trente millions huit cent soi-

Art. 11⁷ (nieuw).

Ontvangsten.

De ontvangsten van den Staat wegens den verkoop van bevoorradingsartikelen worden voor het dienstjaar 1921, overeenkomstig de desbetreffende, bij deze wet gevoegde tabel, geraamd op een milliard honderd vijftig millioen vierhonderd duizend frank (1,150,400,000 frank).

TITEL III.

Art. 13.

Dit artikel te doen wegval-
len.

TITEL III^{bis} (nieuw).

Leening.

Het gewijzigd, vroeger arti-
kel 14 hier in te lasschen :

De meerdere uitgaven toegestaan door deze wet en door de wet betreffende sommige uitgaven van den Staat voor het dienstjaar 1921. (Het overige zooals in het wetsontwerp.)

TITEL IV.

**ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
VOOR ORDER.**

Art. 15.

De ontvangsten en de uitgaven voor order over het dienstjaar 1921 worden onderscheidenlijk geraamd op de som van acht milliard driehonderd dertig

xante-huit mille trois cent quarante-trois francs septante-sept centimes (fr. 8,330,868,343.77), conformément au tableau y relatif annexé à la présente loi.

TITRE IV^{bis}.

ART. 15^{bis}.

Les dépenses extraordinaires et les dépenses recouvrables en vertu des traités de paix, qui auront été engagées en 1919 et 1920 dans la limite des crédits alloués pour ces exercices, pourront, par dérogation à l'article 2 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État, être imputées sur les crédits ouverts pour les mêmes objets en 1921.

millioen achthonderd acht en zestig duizend driehonderd drie en veertig frank zeven- en zeventig centimen (fr. 8,330,868,343.77) overeenkomstig de desbetreffende, bij deze wet gevoegde tabel.

TITEL IV^{bis}.

ART. 15^{bis}.

De buitengewone uitgaven en de krachtens de Vredesverdragen invorderbare uitgaven, die in 1919 en 1920 werden betaalbaar gesteld binnen de grenzen van de credieten toegestaan voor deze dienstjaren, zullen, bij afwijking van artikel 2 der wet van 15 Mei 1846 op 's Rijks comptabiliteit, kunnen aangerekend worden op de credieten, voor dezel/de zaken geopend in 1921.

(¹)

(N° 458)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1920-1921.

Wetsontwerp houdende de Algemeene Begrooting van de Ontvangsten en de Uitgaven voor het dienstjaar 1921, alsmede verscheidene bepalingen (¹).

VERSLAG

NAMENS DE BEGROOTINGSCOMMISSIE (²) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

Titel I van dit ontwerp behelst verscheidene bepalingen; de acht artikelen, die er in voorkomen, zijn juist dezelfde als die welke gevoegd waren bij de Begroo-

(¹) Wetsontwerp, n° 101.

Algemeen verslag, n° 261.

Verslag over tabel I,

Id. tabel II,

Id. tabel III,

Id. tabel IV,

Id. tabel V,

Id. tabel VI,

Id. tabel VII,

Id. tabel VIII,

Id. tabel IX,

Id. tabel X,

Id. tabel XI,

Id. tabel XII,

Id. tabel XIII,

Id. tabel XIV,

Id. tabel XV,

Id. tabel XVI,

Id. tabel XVII,

Id. tabel XVIII,

Id. tabel XIX,

Id. tabel XX

Id. tabel XX^{bis},

Openbare Schuld, n° 279.

Dotatiën, n° 323.

Ministerie van Justitie, n° 353.

id. van Buitenlandsche Zaken, n° 302.

id. van Binnenlandsche Zaken, n° 272.

id. van Wetenschappen en Kunsten, n° 301.

id. van Landbouw, n° 308.

id. van Openbare Werken, n° 324.

id. van Nijverheid, Arbeid, enz., n° 381.

id. van Spoorwegen, Z. P. T., n° 384.

id. van Koloniën, n° 286.

id. van Landsverdediging, n° 374.

Gendarmeriekorps, n° 375.

Ministerie van Financiën, n° 333.

id. Economische Zaken, n° 383.

Onwaarden en Terugbetalingen, n° 438.

Buitengewone uitgaven, n° 419.

Terugvorderbare uitgaven, n° 420.

's Lands Middelen, n° 408.

Ontvangsten en Uitgaven voor order, n° 439.

Bevoorrading, n° 372.

Verslag over de Begrooting van de Kringen Eupen-Malmédy, n° 486.

(Zie vervolg blz. 2.)

H

ting voor het dienstjaar 1920. Een louter vormelijk amendement werd door de Commissie ingediend bij artikel 1. Bovendien werden er geen opmerkingen gemaakt.

Door amendementen ingediend ter vergadering van 25 Mei ⁽¹⁾ stelt de Regeering voor aan de Financiewet drie nieuwe artikelen toe te voegen :

ART. 8^{bis}. — *De Regeering wordt gemachtigd om, ten titel van afkorting op de rechtstreeksche belastingen verschuldigd voor 1921, eene som te innen gelijk aan het bedrag van de cedulaire belastingen op de inkomsten, van de supertaxe en van de personeele belasting op de diensthoden en paarden, begrepen in de kohieren over 1920.*

Deze nieuwe bepaling wordt verklaard door de vertraging in de toepassing van het nieuwe fiscaal stelsel en door de behoeften van de Schatkist; het steunt op de machtiging, aan de Regeering verleend door de wet van 27 Maart 1920, ten titel van afkorting op de rechtstreeksche belastingen verschuldigd voor 1920, krachtens de wet van 29 October 1919, eene som te innen gelijk aan het bedrag van de grond- en personeele belastingen en van het patentrecht vervat in de rollen van 1919.

De heer Minister van Financiën verzekert « dat de voorschotten niet in hun geheel zullen geëischt worden van de personen, die zullen bewijzen dat hunne inkomsten van 1920 minder zijn dan die van 1919, en dat geen enkel voorschot zal gevraagd worden van de personen die om bijzondere redenen niet meer zouden verplicht zijn de belasting voor 1921 te betalen. »

Ondanks dezen waarborg kan de Begrotingscommissie niet aannemen dat men, twee jaar na de goedkeuring der wet tot vaststelling der cedulaire belasting op het inkomen en der belasting op het globaal inkomen, de stipte toepassing der wettelijke bepalingen wil vervangen door een lapmiddeltje. Dat kon nog gaan voor het dienstjaar 1920, dat de overgang was tusschen het oude en het nieuwe fiscaal stelsel. Maar eens dat dit laatste in voege is gebracht, moet het toegepast worden zooals de wetgever het heeft vastgesteld.

Wanneer men afwijkt van de wettelijke voorschriften, dan verdaagt men enkel de moeilijkheden. Bij deze zou zelfs nog eene nieuwe verwickeling komen, voortvloeiend uit eene dubbele bijdrage, eene voorloopige en een definitieve, voor een en

Verslag en ontwerp van besluit, n^o 262.

Verslag en voorstel tot splitsing der tabellen I, IV, V, VI, XI, XIV, n^o 347.

Amendementen, n^os 295, 304, 305, 309, 310, 316, 318, 319, 320, 328, 329, 336, 335, 364, 379, 380, 392, 394, 397, 400, 402, 410, 421, 426, 427, 428, 434, 440 en 457.

(2) Samenstelling van de Commissie :

a) De leden van de **Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrotingen en de Bezuinigingen** : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans :

b) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : de heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Bue.

(4) Stuk n^o 298.

hetzelfde dienstjaar. Het dienstjaar 1922 zou aanvangen onder even bezwaarlijke omstandigheden als het vorige, en men zou zijn toevlucht moeten nemen tot allerlei nieuwe middeltjes. Zoo zou men tot een ongezond stelsel komen in plaats van tot een rechtvaardigen redematig stelsel, zooals het Parlement dit wilde.

De Commissie is dus van gevoelen, dat men zich bij de toepassing der wet moet houden, mits men naar middelen uitziet om deze te vereenvoudigen en te vergemakkelijken.

Wanneer men de verschillende belastingen, waarop deze wijze van betaling op afkorting wordt voorgesteld, afzonderlijk beschouwt, ziet men nog klaarder de ongeschiktheid van dergelijk lapmiddel in.

Waarom de grondbelasting en de personeele belasting, die de oude gronden van omslag zijn, niet regelmatig invorderen?

De wijze van inning der belasting op roerende zaken, welke aan de bron wordt geheven, sluit de betaling op afkorting uit. Hetzelfde geldt voor de bedrijfsbelasting, welke van de loonen en de wedden wordt geheven.

Ten slotte leent zich de belasting op de winsten, welke uit den aard zelf veranderlijk is, niet tot het voorgestelde empirisch stelsel; hetzelfde mag worden gezegd van de supertaxe. Wil men de verrichtingen niet inwikkelen, nog meer vertragen om, ten slotte, in een onoplosbaren warboel uit te komen, dan moet men zich aan de wet houden en deze verbeteren met de ervaring aan de hand.

Art. 8^{ter}. — De Regeering stelt voor, den interest wegens vertraagde betaling op 6 t. h. vast te stellen, wat betreft de rechtstreeksche belastingen. De Commissie neemt deze verhooging aan, wanneer de vertraging toe te schrijven is aan de schuld van den schatplichtige. Doch sommige leden herinneren aan de opwerpingen die, namens de algemeene rechtsbeginselen, werden aangevoerd tegen de bepalingen der wet van 2 Juli 1920, waardoor, in zake belasting op de oorlogswinsten en de uitzonderlijke winsten, de interest wegens vertraagde betaling vanaf een vasten datum verschuldigd is, zonder aanmaning en zelfs zonder vastgestelden omslag. Dat men intusschentijd over het bedrag van de belasting heeft kunnen beschikken, schijnt geene voldoende reden te zijn om een interest van 6 t. h. te billijken.

Art. 8^{quater}. — Geene bezwaren. Het geldt hier het herstel van eene stoffelijke vergissing begaan bij de stemming over de pensioenwet.

Anderdeels stelt de Commissie voor, een artikel 8^{quinque} in te lasschen op grond van de volgende redenen :

Aan het hoofd der tabellen van de *buitengewone uitgaven* en van de *invorderbare uitgaven*, staat eene bepaling luidende als volgt : « *De aanrekeningen op de credieten, in deze tabel ingeschreven, mogen desnoods worden aangewend, zonder onderscheid van dienstjaar, voor de uitgaven betaalbaar gesteld sedert 1919 binnen de grenzen der vroeger verleende credieten.* Deze bepaling is in strijd met de wet tot regeling van 's Rijks rekenplichtig beheer.

Inderdaad, de goedgekeurde credieten kunnen betaalbaar worden gesteld tot den 31^{en} December van het jaar der begroting, waarop zij betrekking hebben. De vereffening en de ordonnanceering der uitgaving kunnen worden verlengd tot

den 31^e October van het volgende jaar. Voor de betaalbaarstelling der credieten wordt het dienstjaar gesloten den 31^e December van het jaar der begrooting; voor de aanzuivering wordt de termijn met 10 maanden verlengd. Aldus luidt artikel 2 der wet van 15 Mei 1847 tot regeling van 's Rijks rekenplichtig beheer.

Bij de huidige regeling van de Begrooting wordt, betreffende voormelde toepassing, geen onderscheid hoegenaamd gemaakt tusschen de gewone uitgaven en de buitengewone uitgaven. Met andere woorden, bijvoorbeeld van de voor 1920 goedgekeurde gewone en buitengewone credieten, die uiterlijk den 31^e December van gemeld jaar niet betaalbaar werden gesteld, vervalt het beschikbaar gebleven gedeelte. Wat de uitgaven betreft, betaalbaar gesteld op de credieten voor 1920, maar waarvoor geen bevel tot betaling werd afgeleverd ten laatste den 31^e October, om de ordonnanceering daarvan toe te laten, zal er eene wet noodig zijn om het vereischte crediet te openen op eene loopende Begrooting of om machtiging te verleen en ze aan te rekenen op de credieten van eene nog niet gesloten Begrooting.

Bij gebrek aan eene bijzondere bepaling, zou de ordonnanceering der buitengewone uitgaven geschorst worden na den 31^e October van het jaar volgende op dat der begrooting, waarop de uitgave betaalbaar te stellen was. Om de zaak opnieuw te kunnen voorbrengen, zou er eene nieuwe wetsbepaling noodig zijn. Nu, de bevelen tot betaling, op dien datum niet uitgevoerd, kunnen talrijk voorkomen in zake buitengewone uitgaven, die over 't algemeen ondernemingen en leeningen van belang betreffen.

Daardoor wordt het noodzakelijk, vooraf eene machtiging te verleen en, welke, in elk geval, vereischt wordt. Het bestuurs- zooals het wetgevend werk wordt, daarenboven, er door vereenvoudigd.

Voor de buitengewone begrooting ziet men daarin hoegenaamd geen bezwaar, omdat het begrip « tekort » voor deze begrooting niet bestaat.

Hetzelfde geldt niet voor de gewone begrooting. Voor deze moet de uitgave binnen de grenzen blijven van de betaalbaar te stellen sommen van het dienstjaar. Dienvolgens moet men aan de besturen geen enkel middel verschaffen om de ordonnanceering te vergemakkelijken van eene schuldvordering op eene andere Begrooting dan die waarop zij betaalbaar gesteld werd. Om die reden heeft men de machtiging, waarvan sprake, niet voorzien voor de gewone begrooting.

Om gemeld doel te bereiken, is de Commissie voor de Begrooting van gevoelen dat, in plaats van eene eenvoudige aanwijzing te stellen aan het hoofd der tabellen welke onder deze bepaling vallen, men een artikel dient te lassen in de financiënwet zelf. Zij stelt u den volgende tekst voor :

ART. 8^{quinque}. — Bij afwijking van artikel 3 der wet van 15 Mei 1846 op 's Rijks rekenplichtig beheer, kunnen de buitengewone uitgaven en de krachtens de vredesverdragen invorderbare uitgaven, die betaalbaar werden gesteld in 1919 en 1920 binnen de grenzen der voor deze dienstjaren toegekende credieten, aangerekend worden op de credieten welke voor dezelfde zaken in 1921 worden geopend.

Daarenboven zal men in de kolom « Aanmerkingen », nevens het artikel waarop dergelijke aanrekening werd gedaan, moeten melding maken van de sommen welke bij toepassing van bovengemelde bepaling werden toegekend.

De Commissie hecht hare goedkeuring aan het amendement door de Regeering ⁽¹⁾ ingediend, waardoor de laatste drie paragrafen van artikel 14 worden ingetrokken.

Ten slotte worden in de tabel, welke aan dit verslag is toegevoegd, onderscheidene vormelijke amendementen opgenomen, die noodzakelijk waren geworden, inzonderheid door de invoering van Bijzondere Begrootingen voor het Ministerie van Spoorwezen, Zeewezen, Posterijen, Telegraaf en Telefoon, alsmede voor den Dienst der burgerlijke voedsbevoorrading.

De Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK

⁽¹⁾ 14^e reeks, gedrukte stukken.